



La Commune



Turbulences

Editorial

Mercredi 14 juin, le groupe franco-allemand d'aéronautique et de défense (EADS), fleuron de l'industrie européenne et principal actionnaire d'Airbus, a perdu 26,32 % de sa valeur, soit 5,8 milliards d'euros, en une séance de la Bourse. Un séisme, une dégringolade de 42 % de sa valeur depuis le 1er janvier. Voilà qui remet les choses à leur véritable place dans la féroce guerre économique que se livrent les États-Unis et l'Europe. Les compagnies aériennes, victimes des retards de livraison des avions commandés, demandent des compensations financières et se tournent vers Boeing, à l'exemple de Singapore Airlines, qui, en lieu et place des Airbus 350, passe une commande de 20 Boeing B787 pour un montant de 4,5 milliards de dollars. Quant à BAE systems, l'actionnaire britannique, il a décidé de revendre les 20 % d'actions d'Airbus qu'il détenait jusqu'à ce jour. Une leçon de choses administrée à tous ceux, ils sont légions, qui tentaient de faire croire - et ils en étaient peut-être eux-mêmes persuadés - que l'industrie européenne avait soufflé la première place à l'impérialisme américain dans l'aéronautique. Au passage, l'impérialisme britannique confirme, si besoin était, qu'il reste le défenseur en Europe des intérêts américains.

Origine des " divisions "

Le feuilleton sur la fusion GDF-Suez est rentré dans une nouvelle phase ; une majorité de députés UMP, échaudés par la victoire de la jeunesse et des salariés contre le CPE et voyant se rapprocher les élections législatives, refuse l'idée de voter un projet de loi de privatisation de GDF, indispensable pour opérer cette fusion, tout en autorisant une baisse de la participation de l'État, dont le capital passerait de 80 % à moins de 70 %. De fait, cette " fronde " a pour seul et unique fondement la crainte d'un certain nombre de députés UMP de perdre leur siège aux élections législatives de 2007, et non une quelconque opposition à la privatisation d'une entreprise publique. Le combat contre le CPE, l'affaire Clearstream, autant d'événements dans la lutte des classes qui ont créé des fissures à l'intérieur de l'UMP. La discussion, dans ce théâtre d'ombres qu'est le parlement de la Ve République, promet de ne pas être une partie de plaisir pour Dominique de Villepin, qui a pourtant reçu le soutien de son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy.

Sécurité

Le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, minoritaire dans le pays, entend poursuivre sa besogne anti-ouvrière jusqu'aux prochaines échéances électorales. Son projet de budget 2007 est éclairant, comme le résume le quotidien Midi Libre : " *Moins de profs, plus de gendarmes et de policiers* ". Tout un programme ! Il est vrai que question " sécurité ", parmi ceux qui veulent faire " don de leur personne à la France ", il y a deux candidats de poids : Nicolas Sarkozy, actuel titulaire du ministère de l'Intérieur et des cultes, et Ségolène Royal - l'amie de Tony Blair et de Michelle Bachelet, présidente du Chili -, qui vient de se trouver une nouvelle référence en la personne de Georges Clemenceau, matraqueur de mineurs en grève et qui se qualifiait lui-même de " *premier flic de France* ".

Dans la course à la présidentielle, c'est plutôt le trop-plein. Alors que les institutions de la Ve République montrent de plus en plus leur caractère intégralement réactionnaire, il ne manque pas de candidats au rôle de sauveur suprême - le dernier en date étant José Bové - sourds aux aspirations des salariés et de la jeunesse. Pour en finir avec le chômage, la destruction de toutes les conquêtes ouvrières, un peu plus tôt, un peu plus tard, explosera tout ce qui était contenu dans le *non* à la Constitution européenne du 29 mai 2005.

Modifié le lundi 19 juin 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
